



Assemblée générale

Distr. générale
13 août 2019
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session

Point 151 de l'ordre du jour provisoire*

Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne

Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne pour la période du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020**

Additif

Résumé

Le présent additif complète la présentation générale des activités du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) qui figure dans le document paru sous la cote [A/75/301 \(Part I\)](#). On y trouve des informations sur les recommandations faites par le BSCI entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020, une analyse des recommandations non encore appliquées au 30 juin 2020, en particulier des recommandations d'importance critique et des recommandations ayant des incidences financières, et la liste des rapports publiés.

* [A/75/150](#).

** À l'exclusion des activités de contrôle relatives aux opérations de paix. Les activités portant sur ces opérations pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 sont présentées dans le document paru sous la cote [A/74/305 \(Part II\)](#). Celles relatives à la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020 seront présentées dans le document qui paraîtra sous la cote [A/75/301 \(Part II\)](#).



Abréviations et acronymes

BLT	Bureau de lutte contre le terrorisme
BSCI	Bureau des services de contrôle interne
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
DCG	Département de la communication globale
DESA	Département des affaires économiques et sociales
DGACM	Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
DMSPC	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
DOS	Département de l'appui opérationnel
DSS	Département de la sûreté et de la sécurité
EOSG	Cabinet du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ITC	Centre du commerce international
MIFRTP	Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
ODA	Bureau des affaires de désarmement
OHRLLS	Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
OLA	Bureau des affaires juridiques
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONUG	Office des Nations Unies à Genève
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi
ONUV	Office des Nations Unies à Vienne
OSAA	Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNCC	Commission d'indemnisation des Nations Unies

UNCCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique
UNHQ	Siège de l'Organisation des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNITAD	Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes
UNJSPF	Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies
UNJSPF-OIM	Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies – Bureau de la gestion des investissements
UNROD	Registre de l'Organisation des Nations Unies concernant les dommages causés par la construction du mur dans le Territoire palestinien occupé
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNSSC	École des cadres du système des Nations Unies
UNSU	Syndicat du personnel de l'Organisation des Nations Unies
UNU	Université des Nations Unies

I. Introduction

1. Le présent additif comprend cinq parties : une analyse des recommandations faites entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020 (sect. II) ; une analyse des recommandations non encore appliquées (sect. III) ; une analyse approfondie des recommandations d'importance critique (sect. IV) ; les recommandations ayant des incidences financières (sect. V) ; la liste des rapports publiés entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020 (sect. VI).

2. Les entités ont été regroupées en quatre catégories : les entités du Secrétariat, hors opérations de paix ; les entités du Secrétariat qui participent aux opérations de paix ; d'autres entités, à savoir les entités des Nations Unies n'appartenant pas au Secrétariat qui font l'objet de contrôles de la part du BSCI ; la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (secrétariat et Bureau de la gestion des investissements). Sauf indication contraire, les données présentées ne portent pas sur les activités des opérations de paix.

II. Analyse des recommandations faites entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020

3. Le BSCI a revu la manière dont il évalue et suit ses recommandations de façon à donner des informations plus claires à la haute direction quant au délai fixé pour l'application des recommandations et aux mesures qu'il prend lorsque ses recommandations ne sont pas acceptées. Les recommandations sont maintenant définies comme suit :

- les recommandations d'importance critique portent sur les risques qui exigent l'attention immédiate de l'administration. L'absence d'action pourrait avoir des incidences critiques ou notablement négatives pour l'Organisation ;
- les recommandations importantes portent sur les risques dont l'administration doit s'occuper dans les meilleurs délais. L'absence d'action pourrait avoir des incidences graves ou assez graves pour l'Organisation.

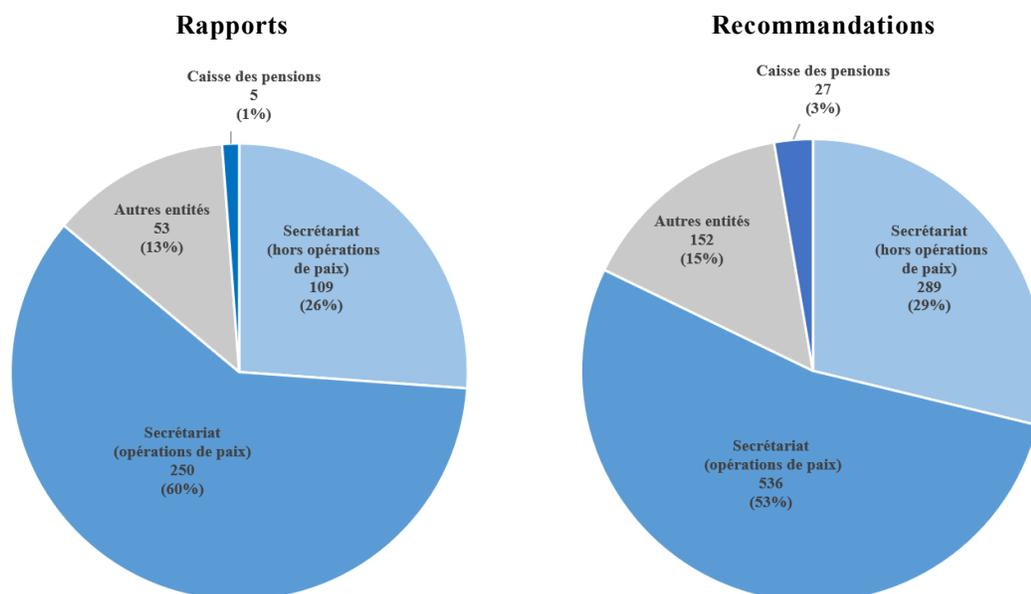
4. Le BSCI a également modifié le classement des recommandations non encore appliquées. Les recommandations restées sans suite plus de 24 mois après publication ou acceptation sont considérées comme étant en souffrance depuis longtemps, le risque n'étant pas atténué ou la recommandation pouvant être caduque. Le Bureau s'attachera à déterminer avec les entités concernées les raisons de l'absence de progrès dans la mise en œuvre et à établir si ces recommandations restent pertinentes et s'il convient d'y donner suite sans plus attendre ou de les classer.

5. Il s'agit de veiller à ce que les recommandations soient suivies de mesures qui peuvent être appliquées dans les meilleurs délais ; si elle n'y a pas donné suite 24 mois après les avoir acceptées, l'entité concernée doit cerner les risques qui ne sont pas atténués et en rendre compte comme il se doit dans le dispositif de gestion du risque institutionnel de l'Organisation. Cette approche sera mieux adaptée à l'environnement de risque plus dynamique auquel le Secrétariat de l'ONU et d'autres organismes font face.

6. Entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020, le BSCI a formulé 1 004 recommandations, regroupées dans 417 rapports, dont celles relatives aux opérations de paix (fig. 1). On trouvera dans le présent additif une analyse des recommandations qui ont été formulées et de l'état d'application des recommandations formulées antérieurement pour toutes les entités qui ne sont pas liées aux opérations de paix. Les rapports relatifs à ces entités représentent environ 40 % du total des rapports

publiés par le BSCI entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020, tandis que les recommandations représentent quelque 47 % (fig. 1).

Figure 1
Rapports et recommandations publiés entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020



	<i>Secrétariat (hors opérations de paix)</i>	<i>Autres entités</i>	<i>Caisse des pensions</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Secrétariat (opérations de paix)</i>	<i>Total</i>
Rapports publiés^a	109	53	5	167	250	417
Audit	26	26	4	56	51	107
Inspection et évaluation	11	2	–	13	4	17
Investigation	72	25	1	98	195	293
Recommandations	289	152	27	468	536	1 004
Audit	199	134	27	360	308	668
Inspection et évaluation	26	4	–	30	10	40
Investigation	64	14	–	78	218	296

^a L'additif au rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne pour la période du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 (A/75/301 (Part I)/Add.1) et le rapport sur les activités du Bureau concernant les opérations de paix pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 [A/74/305 (Part II)] portent à 419 le nombre total de rapports du BSCI.

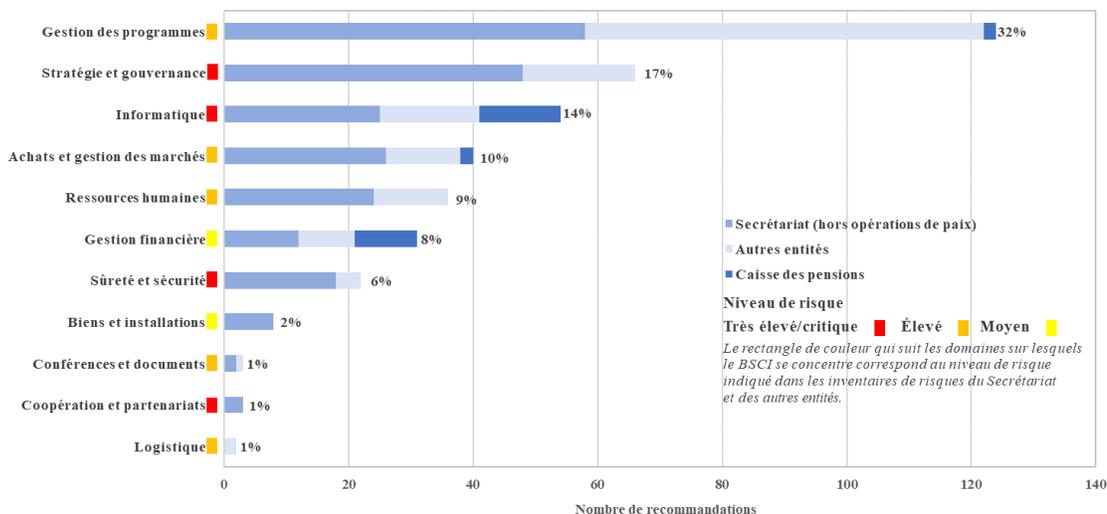
7. Seize (3 %) des 468 recommandations formulées par le BSCI à l'intention d'entités qui ne sont pas liées aux opérations de paix ont été jugées critiques (tableau 1). On trouvera à la section IV la liste des recommandations d'importance critique (tableau 3) et des informations sur celles d'entre elles qui n'ont toujours pas été suivies d'effet (recommandations non appliquées après la date prévue, tableau 4) et sur celles qui sont en souffrance depuis longtemps (plus de 24 mois, tableau 5).

8. Les 452 autres (97 %) ont été jugées importantes : 62 % concernent des entités du Secrétariat qui ne sont pas liées aux opérations de paix, 6 % la Caisse des pensions et 32 % d'autres entités. Environ 77 % de ces recommandations ont été faites à l'issue

d'un audit interne, 17 % à l'issue d'une enquête et 6 % à l'issue d'activités d'inspection et d'évaluation.

9. Le BSCI s'est concentré sur les domaines présentant un risque plus élevé pour la gestion des risques, la gouvernance et les opérations de l'Organisation et a aligné ses activités sur le dispositif de gestion du risque institutionnel du Secrétariat (et sur ceux des autres entités). Environ 90 % des recommandations formulées au cours de la période considérée concernaient des domaines à haut risque qui avaient été recensés dans les inventaires des risques du Secrétariat et des autres entités concernées. Environ 32 % des 390 recommandations d'audit, d'inspection et d'évaluation avaient vocation à améliorer la gestion des programmes, notamment la planification, l'exécution, le suivi et l'évaluation des projets et des activités relatives aux programmes, ainsi que la communication d'informations à leur sujet. La stratégie et la gouvernance, l'informatique, les achats et la gestion des marchés, la gestion des ressources humaines et la gestion financière ont fait partie des autres domaines sur lesquels l'accent a souvent été mis et qui ont été considérés par les entités comme présentant un risque élevé ou très élevé.

Figure 2
Domaines sur lesquels ont porté les recommandations faites entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020



III. Analyse des recommandations non encore appliquées

A. Clôture des recommandations

10. Le BSCI a clôturé 829 recommandations pendant la période considérée : 190 (23 %) avaient été formulées pendant la période considérée et 639 (77 %) au cours de périodes antérieures.

Tableau 1
Statut des recommandations non appliquées au 30 juin 2020

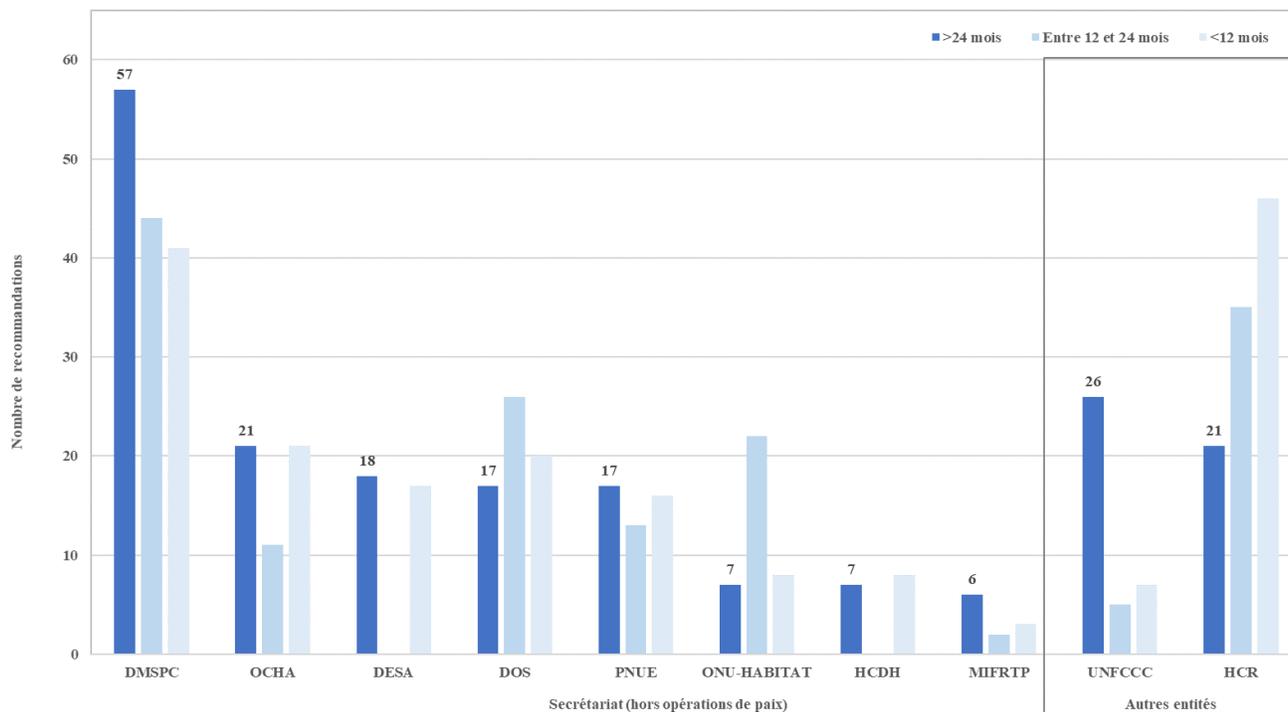
	Secrétariat (hors opérations de paix)	Autres entités	Caisse des pensions	Total	Secrétariat (opérations de paix)
Recommandations non appliquées au 1^{er} juillet 2019	789	276	50	1 115	499
+ Recommandations formulées entre le 1 ^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020	289	152	27	468	536
<i>Recommandations d'importance critique</i>	14	2	–	16	1
<i>Recommandations importantes</i>	275	150	27	452	535
– Recommandations clôturées entre le 1 ^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020	542	251	36	829	613
Recommandations formulées pendant la période considérée	101	82	7	190	254
<i>Recommandations d'importance critique</i>	–	2	–	2	1
<i>Recommandations importantes</i>	101	80	7	188	253
Recommandations formulées au cours de périodes antérieures	441	169	29	639	359
<i>Recommandations d'importance critique</i>	4	9	1	14	5
<i>Recommandations importantes</i>	437	160	28	625	354
Recommandations non appliquées au 30 juin 2020	536	177	41	754	422
<i>Recommandations d'importance critique</i>	19	7	5	31	5
<i>Recommandations importantes</i>	517	170	36	723	417

B. Ancienneté des recommandations

11. Au 30 juin 2020, 754 recommandations n'avaient pas encore été appliquées : 278 d'entre elles (37 %) avaient été formulées au cours des 12 mois précédents et 238 (32 %) entre 12 et 24 mois auparavant. Les 238 autres (32 %) étaient en souffrance depuis plus de 24 mois, dont 15 depuis cinq ans ou plus. Trente et une (4 %) des 754 recommandations non encore appliquées font partie des recommandations d'importance critique : 14 d'entre elles avaient été formulées au cours des 12 mois précédents, 14 entre 12 et 24 mois auparavant et 3 depuis plus de 24 mois.

12. Au total, 83 % des recommandations en souffrance depuis longtemps (fig. 3) ont trait à 10 entités.

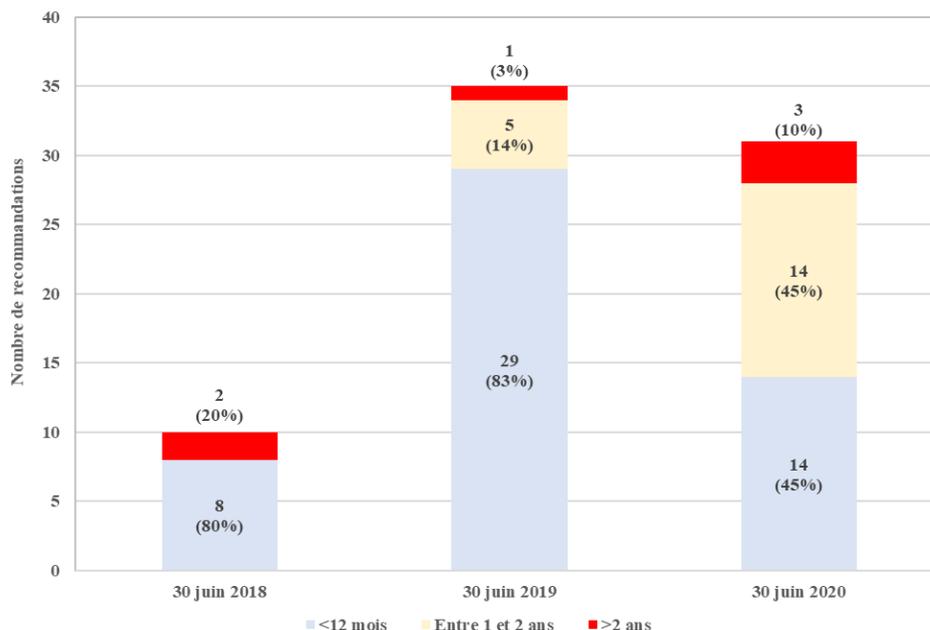
Figure 3
Les 10 entités ayant le plus de recommandations en souffrance depuis longtemps, au 30 juin 2020



13. Les effets négatifs mis en évidence par le BSCI dans ses constatations peuvent être atténués si les recommandations sont appliquées dans les meilleurs délais.

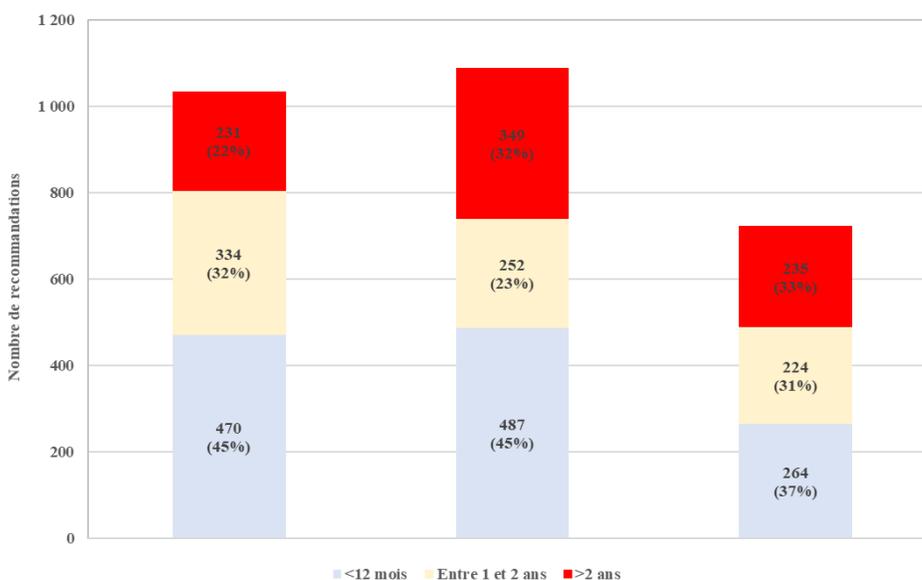
14. Bien que le nombre de recommandations d'importance critique non appliquées ait légèrement diminué, passant de 35 au 30 juin 2019 à 31 au 30 juin 2020, le nombre de recommandations d'importance critique non encore appliquées après 12 mois est passé de 6 (17 %) au 30 juin 2019 à 17 (55 %) au 30 juin 2020 (fig. 4).

Figure 4
Recommandations d'importance critique non encore appliquées



15. La proportion de recommandations importantes non encore appliquées au bout de 12 mois est passée de 55 % (601) au 30 juin 2019 à 63 % (459) au 30 juin 2020 (fig. 5). Le nombre de recommandations importantes non encore appliquées au 30 juin 2020 a diminué d'un tiers par rapport à la période antérieure (723 recommandations non appliquées au 30 juin 2020, contre 1 088 au 30 juin 2019). La diminution tient au fait que le Bureau a formulé 289 recommandations de moins en 2019-2020 par rapport à 2018-2019 et aux mesures prises pour assurer le suivi et mettre à jour l'état d'avancement des recommandations plus rapidement.

Figure 5
Recommandations importantes non encore appliquées



IV. Analyse approfondie des recommandations d'importance critique

A. Recommandations d'importance critique formulées au cours de la période considérée

16. Le BSCI a formulé 16 recommandations d'importance critique au cours de la période considérée (tableau 2). L'administration les a toutes acceptées et deux d'entre elles ont depuis été appliquées. Ces recommandations exigent une action immédiate de la part de l'administration aux fins du renforcement de la gestion stratégique et opérationnelle (DESA, DCG, CEA et OSAA), de la gestion des risques de fraude (DMSPC et DOS), de la coordination et des consultations (DCG, CEA et OSAA), du suivi (DCG, CEA et OSAA), de la gestion financière (HCR) et de la protection des biens (HCR).

Tableau 2

Recommandations d'importance critique formulées entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020^a

<i>Entité</i>	<i>Numéro du rapport</i>	<i>Recommandation</i>	<i>Catégorie de risques</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Date butoir</i>	<i>État de l'application</i>
DESA	IED-19-015	Fort des améliorations qu'il a déjà apportées et dans les limites de son mandat, le Département des affaires économiques et sociales devrait étoffer son plan stratégique annuel pour le faire porter sur les principales activités au niveau des sous-programmes.	Stratégie	10 juin 2020	31 décembre 2021	Recommandation en cours d'application
	IED-19-015	Pour être aussi efficace que possible, le Département des affaires économiques et sociales devrait continuer d'élaborer des plans d'action et des orientations pour faire progresser la phase 3 de la réforme organisationnelle.	Opérations	10 juin 2020	31 décembre 2021	Recommandation en cours d'application
DOS (DMSPC)	2019/111	En consultation avec le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, le Département de l'appui opérationnel devrait : a) mettre en œuvre un programme de gestion des risques de fraude afin de recenser, d'analyser et de gérer les risques de fraude liés à la passation de marchés ; b) procéder à une évaluation systématique des risques de fraude dans les services chargés des achats ; c) consigner les cas de fraude présumés ou détectés afin d'analyser les opérations frauduleuses et de prendre des mesures d'atténuation.	Conformité	18 novembre 2019	31 mars 2021	Recommandation en cours d'application
DCG, CEA, OSAA	IED-19-018	Pour régler les problèmes de cohérence et de responsabilité interne concernant le programme et pour garantir une certaine unité d'action dans l'exécution du programme, le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique, en collaboration avec la CEA et le Département de la	Opérations	25 mars 2020	21 décembre 2021	Recommandation en cours d'application

<i>Entité</i>	<i>Numéro du rapport</i>	<i>Recommandation</i>	<i>Catégorie de risques</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Date butoir</i>	<i>État de l'application</i>
		communication globale, devrait instituer un mécanisme formel de consultation régulière, qui faciliterait l'alignement et la coordination internes des activités des trois sous-programmes à tous les stades de l'exécution.				
	IED-19-018	Dans le cadre du programme 9, qu'il dirige en étroite collaboration avec la CEA et le Département de la communication globale, le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique devrait lancer un processus de planification stratégique avec les principales parties prenantes de façon à se doter d'un plan complet, participatif et intégré, comprenant une stratégie de sensibilisation, à l'appui de ses mandats.	Stratégie	25 mars 2020	21 décembre 2021	Recommandation en cours d'application
	IED-19-018	Le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique devrait rendre pleinement opérationnel le mécanisme de suivi des engagements pris en faveur du développement de l'Afrique, compte étant tenu des objectifs définis par l'Assemblée générale, pour qu'il assure un suivi fiable et systématique des engagements dans le temps et rassemble des éléments qui serviront à mener des activités de mobilisation et de suivi.	Opérations	25 mars 2020	3 mars 2021	Recommandation en cours d'application
CEA, OSAA	IED-19-018	Le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique et le groupe CEA-NEPAD devraient renforcer les mécanismes de coordination aux niveaux mondial et régional dont ils assurent le secrétariat afin de mener des activités d'information mieux ciblées, d'obtenir la participation active des équipes chargées de l'exécution des trois sous-programmes,	Stratégie	25 mars 2020	21 décembre 2021	Recommandation en cours d'application

<i>Entité</i>	<i>Numéro du rapport</i>	<i>Recommandation</i>	<i>Catégorie de risques</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Date butoir</i>	<i>État de l'application</i>
		les attributions de chacune, qu'il s'agisse d'un rôle de direction ou d'exécution, étant clairement définies, et de coordonner l'action à l'appui des objectifs de l'Union africaine énoncés dans l'Agenda 2063 et des stratégies régionales.				
HCR	2019/068	La Division de la gestion financière et administrative du HCR devrait renforcer les mécanismes relatifs : i) à l'examen de la pertinence des opinions formulées par les auditeurs dans leurs rapports ; ii) à l'évaluation du travail des auditeurs, y compris pour ce qui est du respect des délais prévus pour les rapports d'audit.	Finances	5 août 2019	31 décembre 2019	Recommandation appliquée
	2019/103	La représentation du HCR au Tchad devrait revoir sa stratégie relative aux interventions en espèces et vérifier qu'elle est étayée par un examen d'ensemble du programme concernant ce type d'interventions ainsi que par des directives connexes afin de garantir que le programme continue de traiter efficacement les risques de protection et préserve les ressources disponibles.	Finances	8 novembre 2019	31 décembre 2019	Recommandation appliquée

^a Il n'est rendu compte qu'une seule fois des recommandations dont l'application relève de plusieurs entités.

B. Recommandations d'importance critique non appliquées au 30 juin 2020

17. Au total, 31 recommandations d'importance critique n'étaient toujours pas appliquées au 30 juin 2020 : 14 avaient été formulées entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020, 14 autres entre le 1^{er} juillet 2018 et le 30 juin 2019 et 3 avant le 30 juin 2018. En outre, la date butoir était dépassée pour 12 d'entre elles et 2 étaient en souffrance depuis longtemps au 30 juin 2020 (tableau 3).

Tableau 3

Statut des recommandations d'importance critique non appliquées au 30 juin 2020

	<i>Secrétariat (hors opérations de paix)</i>	<i>Autres entités</i>	<i>Caisse des pensions</i>	<i>Total</i>
Ancienneté des recommandations	19	7	5	31
Moins de 12 mois	14	–	–	14
Entre 12 et 24 mois	5	4	5	14
Plus de 24 mois	–	3	–	3
Recommandations non appliquées à la date butoir, au 30 juin 2020	3	5	4	12
Recommandations en souffrance depuis moins de 24 mois et dont la date butoir est dépassée	3	3	4	10
Recommandations en souffrance depuis plus de 24 mois et dont la date butoir est dépassée ^a	–	2	–	2

^a Il est fait état dans le tableau 4, mais non dans le tableau 3, d'une recommandation adressée à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui est en attente d'application depuis plus de 24 mois bien que la date butoir n'ait pas été dépassée.

18. On trouvera dans les tableaux 4 et 5 des informations sur les recommandations d'importance critique dont la date butoir est dépassée ou qui sont en souffrance depuis longtemps.

Tableau 4

Recommandations d'importance critique dont la date butoir est dépassée ou qui sont en souffrance depuis plus de 24 mois

<i>Entité</i>	<i>Numéro du rapport</i>	<i>Recommandation</i>	<i>Catégorie de risques</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Nouvelle date prévue</i>
HCR	2017/119	La Division de la gestion des ressources humaines du HCR devrait se pencher de nouveau sur les mécanismes de gouvernance et les responsabilités de l'administration en matière d'hébergement du personnel ; et notamment : a) réactiver le comité directeur de l'hébergement du personnel pour qu'il puisse exercer un contrôle approfondi du travail et des ressources du groupe chargé de l'hébergement du personnel au niveau mondial ; b) prendre des mesures pour veiller à ce que les problèmes systémiques recensés par le groupe soient réglés et à ce que les revenus locatifs servent à améliorer la qualité de l'hébergement ; c) mettre en place des mécanismes de coordination appropriés avec les bureaux régionaux sur les questions relatives à l'hébergement du personnel et veiller à ce que les responsabilités de chacun soient clairement définies.	Ressources humaines	17 novembre 2017	31 décembre 2018	30 septembre 2019
	2017/119	La Division de la gestion des ressources humaines du HCR, en coordination avec les bureaux régionaux et les représentations qui gèrent les questions relatives à l'hébergement du personnel, doit élaborer un plan d'action doté de ressources suffisantes et assorti de délais pour garantir que les normes minimales régissant les conditions de vie (hébergement et cadre de vie du personnel, alimentation, eau et hygiène, et installations de loisirs) soient appliquées dans tous les lieux d'affectation.	Ressources humaines	17 novembre 2017	31 décembre 2019	–
CCNUCC	2018/064	La Convention-cadre sur les changements climatiques devrait se doter d'un plan d'application, dans les délais, de toutes les recommandations d'importance critique concernant le test de vulnérabilité qui ont été faites par le cabinet de conseil.	Ressources d'information	21 juin 2018	31 décembre 2020	–

Tableau 5

Recommandations d'importance critique dont la date butoir est dépassée ou qui sont en souffrance depuis moins de 24 mois

<i>Entité</i>	<i>Numéro du rapport</i>	<i>Recommandation</i>	<i>Catégorie de risques</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Nouvelle date prévue</i>
ONU-Habitat	2019/006	ONU-Habitat devrait veiller à ce que le secrétariat d'Habitat III fournisse au Contrôleur général de l'Équateur tous les documents en sa possession concernant le choix de l'opérateur et les décaissements de fonds faits par ce dernier pour le compte d'Habitat III.	Finances	21 février 2019	31 mai 2019	–
	2019/006	ONU-Habitat, en coordination avec le Gouvernement équatorien, devrait passer au crible les dépenses d'un montant de 3 786 953 dollars engagées au nom du secrétariat d'Habitat III par l'opérateur de sorte qu'il soit rendu compte de l'utilisation qui a été faite des fonds.	Finances	21 février 2019	31 décembre 2019	–
	2019/006	ONU-Habitat devrait accélérer l'établissement des rapports financiers et des rapports sur les questions de fond destinés aux donateurs du fonds d'affectation spéciale Habitat III afin de garantir la transparence et de maintenir la confiance et l'appui continu des donateurs.	Finances	21 février 2019	31 mai 2019	–
HCR	2018/097	Le HCR devrait évaluer les mesures à prendre pour établir les responsabilités en cas de prolongation injustifiée de services – coûteux et non viables – d'acheminement en urgence d'eau par camion, d'absence d'appel d'offres, de contournement des contrôles et de mauvaise gestion des contrats, ces pratiques entraînant un gaspillage considérable, empêchant d'obtenir un bon rapport coût-avantage et créant un passif extracomptable potentiellement important.	Stratégie	17 octobre 2018	30 juin 2019	–
	2018/097	Le HCR devrait : a) établir les responsabilités en cas de manquement à l'obligation de prendre en temps voulu des mesures correctrices concernant les irrégularités constatées dans les activités	Opérations	17 octobre 2018	30 juin 2019	–

<i>Entité</i>	<i>Numéro du rapport</i>	<i>Recommandation</i>	<i>Catégorie de risques</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Nouvelle date prévue</i>
		d'enregistrement ; b) tirer les enseignements des activités d'enregistrement menées en Ouganda et appliquer des procédures efficaces de gestion des risques, y compris des mesures d'atténuation des risques, des examens réguliers des risques par l'administration et la transmission en temps voulu des informations concernant les risques élevés aux niveaux décisionnels appropriés pour suite à donner.				
	2019/035	La représentation du HCR en Tanzanie, en collaboration avec le Bureau régional pour l'Afrique, devrait : i) revoir les procédures, notamment celles portant sur la supervision et le suivi de la gestion, dont elle se sert pour sélectionner et retenir des partenaires, attribuer des marchés aux partenaires et suivre les projets, et se doter d'un plan d'action assorti d'échéances pour régler une fois pour toutes les problèmes systémiques et récurrents mis en évidence dans l'audit ; ii) prendre des mesures pour recouvrer auprès des partenaires tous les coûts liés aux projets qui n'avaient pas été autorisés ou qui étaient irrecevables.	Opérations	22 mai 2019	30 septembre 2019 –	
UNJSPF	A/73/341	Le Comité mixte devrait : a) soumettre, conformément à la demande que lui a adressée l'Assemblée générale, des propositions en faveur d'une représentation juste et équitable, en son sein, des organisations affiliées à la Caisse, en tenant compte de la répartition effective des participants actifs, des tendances actuelles et futures concernant la participation à la Caisse et de l'évolution des organisations affiliées ; b) établir un système permettant aux organisations affiliées qui remplissent les conditions voulues de siéger tour à tour au Comité mixte, suivant un principe de rotation juste et équitable.	Stratégie	6 septembre 2018	30 septembre 2019 –	

<i>Entité</i>	<i>Numéro du rapport</i>	<i>Recommandation</i>	<i>Catégorie de risques</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Nouvelle date prévue</i>
	A/73/341	Le Comité devrait : a) séparer les fonctions de son secrétaire de celles de l'Administrateur de la Caisse ; b) créer son propre secrétariat, qui ne dépende pas de la direction de la Caisse ; c) reconstituer le Service administratif de sorte qu'il soit directement responsable de la prestation de services administratifs aux deux composantes de la Caisse.	Stratégie	6 septembre 2018	31 décembre 2019	–
	A/73/341	Le Comité devrait : a) mettre en place des mécanismes visant à faire en sorte que l'Administrateur et l'Administrateur adjoint fassent l'objet d'une évaluation annuelle de la performance qui repose sur des indicateurs chiffrés clairs et des données factuelles, afin qu'ils répondent de leurs résultats ; b) veiller à ce que le secrétariat de la Caisse soit tenu d'évaluer chaque année les résultats de son personnel.	Stratégie	6 septembre 2018	30 septembre 2019	–
	A/73/341	Le Comité mixte devrait prendre des mesures efficaces pour veiller à ce que le secrétariat de la Caisse donne l'exemple au plus haut niveau pour ce qui est de l'intégrité et de l'éthique.	Stratégie	6 septembre 2018	30 septembre 2019	–

V. Recommandations ayant des incidences financières

19. Les incidences financières des recommandations sont récapitulées dans le tableau 6. Elles sont classées en plusieurs catégories : perte et gaspillage de ressources, recouvrements, réductions de dépenses, revenus supplémentaires et réductions budgétaires.

20. Au cours de la période considérée, le BSCI a estimé à 1,04 million de dollars le montant des recouvrements et des réductions de dépenses que les entités du Secrétariat pourraient obtenir si elles donnaient suite à ses recommandations. Le HCR pourrait également recouvrer des montants dans certains domaines, ainsi que les audits internes l'ont montré, et a recouvré 1,1 million de dollars au cours de la période considérée (tableau 6).

Tableau 6

Recommandations ayant des incidences financières (période du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020)

(En dollars des États-Unis)

<i>Entité</i>	<i>Numéro ou date de publication du rapport</i>	<i>Description</i>	<i>Montant estimatif</i>	<i>Montant obtenu</i>
DMSPC	14 février 2020	Fraudes aux prestations	309 578	–
	31 décembre 2020	Recouvrement de trop-payés	1 999	–
OCHA	2019/126	Trop-payés en raison d'irrégularités concernant les taux de change	413 000	–
HCDH	2019/071	Sommes à recevoir au titre de la taxe sur la valeur ajoutée	311 000	–
HCR	2014/059	Recouvrement de sommes dues de longue date par des membres du personnel	–	32 180
	2017/124	Recouvrement de trop-payés au titre de l'indemnité pour frais d'études	–	5 896
	2018/042	Recouvrements liés à l'utilisation d'appareils de télécommunication à des fins autres que professionnelles	–	220 880
	2018/042	Optimisation de l'utilisation des appareils de télécommunication mobile et des abonnements	–	576 993
	2018/097	Recouvrements liés à la surfacturation de projets de construction routière	–	239 474
	2019/103	Recouvrements liés à la gestion du carburant	–	1 062
Total			1 035 577	1 076 485

VI. Rapports publiés entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020

21. Entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020, le BSCI a publié 168 rapports (non compris ceux relatifs aux opérations de paix), dont 9 à l'intention de l'Assemblée générale (1 rapport d'audit, 6 examens triennaux, 1 rapport d'évaluation et le rapport sur ses activités pour la période du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019), 55 rapports d'audit interne, 66 rapports d'enquête, 27 avis de clôture d'enquête, 5 rapports consultatifs d'enquête et 6 rapports d'évaluation et d'inspection (tableau 7).

Tableau 7
Rapports publiés entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020 (hors opérations de paix)

A. Rapports destinés à l'Assemblée générale

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Objet</i>
A/74/305 (Part I) et A/74/305 (Part I)/Add.1	13 août 2019	Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne pour la période du 1 ^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019
A/74/281	5 août 2019	Audit de la composante internationale des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens
E/AC.51/2020/2	10 mars 2020	Examen triennal de la suite donnée aux recommandations issues de l'évaluation des programmes de la Commission économique pour l'Europe
E/AC.51/2020/3	11 mars 2020	Examen triennal de la suite donnée aux recommandations issues de l'évaluation des programmes de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
E/AC.51/2020/5	17 mars 2020	Examen triennal de la suite donnée aux recommandations issues de l'évaluation thématique des commissions régionales
E/AC.51/2020/6	17 mars 2020	Examen triennal de la suite donnée aux recommandations issues de l'évaluation du Bureau de la coordination des affaires humanitaires
E/AC.51/2020/4	18 mars 2020	Examen triennal de la suite donnée aux recommandations issues de l'évaluation des programmes de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
E/AC.51/2020/8	20 mars 2020	Examen triennal de la suite donnée aux recommandations issues de l'évaluation des programmes du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
S/2020/236	26 mars 2020	Évaluation des méthodes de travail du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux

B. Rapports établis à l'intention des directeurs de programme par la Division de l'audit interne

Entité	Date de publication	Objet	Nombre de recommandations	
			Recommandations d'importance critique	Recommandations importantes
Secrétariat				
DESA	24 septembre 2019	Gestion des bureaux de projet en République de Corée et au Japon (2019/086)	0	9
DMSPC, DOS	13 août 2018	Gestion des projets d'équipement et d'entretien au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (2019/069)	0	9
	18 novembre 2019	Gestion stratégique des services d'achat au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (2019/111)	1	16
	21 novembre 2019	Sécurité, architecture et conception du système Umoja (2019/112)*	0	5
DMSPC, DOS	6 décembre 2019	Système Inspira (gestion des ressources humaines) (2019/119)	0	9
	13 février 2020	Infrastructures de communication sécurisées et autres installations de télécommunications au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (2020/002)*	0	8
	12 février 2020	Procédures de développement et d'acquisition de logiciels au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (2020/003)	0	5
DSS	24 juillet 2019	Efficacité et efficacité de la gestion du stress traumatique au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (2019/065)	0	12
CEA	27 décembre 2019	Gestion de certains centres chargés des politiques (2019/147)	0	5
CEA, DMSPC	26 juin 2020	Projets de rénovation de l'Africa Hall et de construction d'un centre des visiteurs (2020/013)	0	9
EOSG, DESA	18 décembre 2019	Gestion du Fonds d'affectation spéciale de l'ONU pour la paix et le développement (2019/130)	0	4
CESAP	16 août 2019	Gestion des fonds d'affectation spéciale (2019/072)	0	5
Bureau de la déontologie	16 septembre 2019	Efficacité du dialogue en cascade annuel (2019/083)	0	4
MIFRTP	20 décembre 2019	Exécution et suivi des peines des personnes condamnées (2019/136)*	0	1
OCHA	17 décembre 2019	Opérations au Yémen (2019/126)	0	10
	8 avril 2020	Opérations en Iraq (2020/005)	0	7
	24 juin 2020	Opérations en Somalie (2020/012)	0	8
HCDH	22 juillet 2019	Bureau de pays en Mauritanie (2019/064)	0	8
	15 août 2019	Bureau de pays en Colombie (2019/071)	0	10

Entité	Date de publication	Objet	Nombre de recommandations	
			Recommandations d'importance critique	Recommandations importantes
PNUÉ	31 octobre 2019	Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (2019/095)	0	12
	23 décembre 2019	Procédure de recrutement (2019/139)	0	9
ONU-Habitat	31 octobre 2019	Bureau régional pour l'Afrique (2019/093)	0	8
ONUDC	13 novembre 2019	Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale (2019/107)	0	11
ONUG	31 octobre 2019	Gestion des marchés relatifs au plan stratégique patrimonial (2019/094)	0	5
	6 novembre 2019	Service d'interprétation (2019/101)	0	5
Autres entités				
ITC	9 juillet 2019	Projets financés par l'Union européenne en Afghanistan (2019/060)	0	3
UNCC	24 avril 2020	Païement des indemnités (2020/007)	0	0
CCNUCC	13 août 2019	Programme des services des affaires de la Conférence (2019/070)	0	6
	16 décembre 2019	Appui et services fournis aux organes constitués (2019/122)	0	4
HCR	5 août 2019	Modalités de certification des audits concernant les partenaires d'exécution (2019/068)	1	5
	19 août 2019	Intervention d'urgence au Bangladesh (2019/073)	0	7
	26 août 2019	Obsolescence technologique (2019/077)	0	3
	27 août 2019	Bureau mondial d'appui technique (2019/080)	0	4
	28 août 2019	Opérations en République centrafricaine (2019/081)	0	5
	1 ^{er} octobre 2019	Opérations au Rwanda (2019/088)	1	5
	18 octobre 2019	Modalités de recrutement des administrateurs sur le plan international (2019/091)	0	5
	6 novembre 2019	Opérations au Yémen (2019/102)	0	8
	8 novembre 2019	Intervention d'urgence au Tchad (2019/103)	2	7
	13 novembre 2019	Mise à niveau du module de paie du progiciel MSRP (2019/106)	0	4
	15 novembre 2019	Opérations en Malaisie (2019/110)	0	4
	29 novembre 2019	Opérations au Kenya (2019/115)	0	6
	5 décembre 2019	Intervention d'urgence au Cameroun (2019/118)	0	7
	13 décembre 2019	Intervention d'urgence en Colombie (2019/117)	0	3

Entité	Date de publication	Objet	Nombre de recommandations	
			Recommandations d'importance critique	Recommandations importantes
	13 décembre 2019	Examen des problèmes récurrents concernant la gestion des marchés mis en évidence dans des rapports d'audit interne antérieurs relatifs aux opérations sur le terrain (2019/120)	0	3
	16 décembre 2019	Programmes de santé (2019/125)	0	8
	19 décembre 2019	Opérations au Burundi (2019/133)	0	7
	23 décembre 2019	Gouvernance dans les domaines de l'informatique et des communications (2019/140)	0	6
	24 décembre 2019	Opérations en Turquie (2019/142)	0	6
UNROD	9 avril 2020	Registre des dommages (2016/006)	0	3
UNSSC	31 octobre 2019	Relations avec le PNUD (2019/092)	0	5
UNU	23 décembre 2019	Institut pour l'informatique et la société (2019/141)	0	6
UNJSPF				
Secrétariat de la Caisse commune des pensions	16 décembre 2019	Gestion des voyages (2019/123)	0	4
	19 décembre 2019	Services fournis par un organisme des Nations Unies (2019/132)	0	9
Secrétariat de la Caisse commune des pensions, UNJSPF-OIM	27 novembre 2019	Procédure de communication de l'information financière et systèmes connexes (2019/113)	0	9
UNJSPF-OIM	18 décembre 2019	Gestion des voyages (2019/128)	0	5

* Le rapport contient des informations sensibles et n'est pas disponible sur le site Web du BSCI.

C. Rapports et avis de clôture établis par la Division des investigations

Entité	Date de publication	Objet
Secrétariat		
DESA	29 novembre 2019	Rapport d'enquête sur l'inconduite d'un fonctionnaire
DGACM	23 juin 2020	Rapport d'enquête sur des atteintes sexuelles commises par un fonctionnaire
DCG	14 février 2020	Avis de clôture concernant des allégations d'ingérence dans une enquête et la conduite prohibée d'un membre du personnel du Centre d'information des Nations Unies en Tanzanie
	5 avril 2020	Rapport d'enquête sur un abus d'autorité commis par un fonctionnaire
	30 avril 2020	Avis de clôture concernant un abus d'autorité commis par un fonctionnaire

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Objet</i>
	22 juin 2020	Rapport d'enquête sur des actes de harcèlement sexuel commis par un stagiaire
DMSPC	31 juillet 2019	Avis de clôture concernant une allégation de conduite répréhensible à laquelle se serait livré un membre du personnel
	31 juillet 2019	Avis de clôture concernant une allégation de conduite répréhensible à laquelle se serait livré un membre du personnel
	30 août 2019	Rapport d'enquête sur la conduite prohibée d'un fonctionnaire du Programme Langues et communication
	24 septembre 2019	Rapport d'enquête sur une présomption de fraude par un fonctionnaire
	31 décembre 2019	Rapport d'enquête sur la conduite répréhensible d'un fonctionnaire
	30 avril 2020	Rapport consultatif sur le contrôle d'une notice personnelle
DOS	31 juillet 2019	Avis de clôture concernant l'implication d'un membre du personnel dans des actes de corruption
	14 février 2020	Rapport d'enquête sur la non-divulgaration par un membre du personnel dans sa notice personnelle du fait qu'un parent était fonctionnaire de l'ONU
	26 février 2020	Rapport d'enquête sur la recommandation, par un membre du personnel, de la candidature d'un parent à un poste à l'ONU
	31 mars 2020	Avis de clôture concernant la collusion entre deux fournisseurs agréés
DSS	31 juillet 2019	Rapport d'enquête sur des actes de harcèlement sexuel commis par un fonctionnaire
	29 novembre 2019	Rapport d'enquête sur une présomption de conduite répréhensible à laquelle se serait livré un fonctionnaire
	31 décembre 2019	Rapport d'enquête sur des actes de harcèlement sexuel commis par un fonctionnaire
	31 décembre 2019	Avis de clôture sur une présomption de faute
	31 mars 2020	Rapport d'enquête sur une faute grave commise par un fonctionnaire
	31 mars 2020	Rapport d'enquête sur des voies de fait commises par un fonctionnaire
	24 avril 2020	Rapport consultatif sur les risques de sécurité découlant du traitement et du stockage inadéquats d'informations confidentielles
	18 juin 2020	Avis de clôture concernant une présomption de violation des lois locales par un membre du personnel

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Objet</i>
	23 juin 2020	Rapport d'enquête sur une présomption de fraude commise par un fonctionnaire
CEA	17 juin 2020	Rapport de clôture sur une allégation concernant la violation de la confidentialité par un fonctionnaire
	18 juin 2020	Avis de clôture concernant une fraude aux prestations commise par un fonctionnaire
CESAP	14 février 2020	Rapport d'enquête sur une allégation concernant des actes de harcèlement sexuel commis par un fonctionnaire
MIFRTP	31 décembre 2019	Rapport d'enquête sur une allégation concernant une fausse déclaration
	4 avril 2020	Rapport consultatif sur les voyages
	9 avril 2020	Avis de clôture sur une présomption de faute
	25 juin 2020	Avis de clôture concernant une présomption de fraude à l'assurance maladie commise par un membre du personnel
OCHA	30 août 2019	Rapport d'enquête sur la conduite prohibée d'un fonctionnaire
	30 avril 2020	Rapport d'enquête sur une allégation concernant des actes de conduite prohibée commis par un fonctionnaire
	16 juin 2020	Rapport d'enquête sur une fraude commise par un partenaire d'exécution
	18 juin 2020	Rapport d'enquête sur une fraude commise par un partenaire d'exécution
	23 juin 2020	Rapport d'enquête sur une allégation concernant des actes de harcèlement sexuel commis par un fonctionnaire
OOSA	23 juin 2020	Rapport d'enquête sur des actes de harcèlement sexuel commis par un fonctionnaire
Autres	27 août 2019	Avis de clôture concernant la corruption d'un membre du personnel du Bureau du Président de la 69 ^e session de l'Assemblée générale
	30 août 2019	Avis de clôture concernant des actes de harcèlement sexuel commis par un journaliste
	11 novembre 2019	Avis de clôture concernant la conduite répréhensible d'un membre du personnel du Bureau du Président de la 69 ^e session de l'Assemblée générale
	19 novembre 2019	Avis de clôture concernant des tentatives d'hameçonnage visant des comptes de messagerie électronique au Siège de l'ONU

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Objet</i>
	31 décembre 2019	Avis de clôture concernant une allégation relative à des dépenses engagées sans autorisation par le 44 ^e Conseil du personnel du Syndicat du personnel de l'Organisation des Nations Unies
	14 février 2020	Rapport d'enquête sur des actes de harcèlement sexuel commis par un fonctionnaire
	31 mars 2020	Rapport d'enquête sur une présomption de fraude
	22 juin 2020	Rapport d'enquête sur des allégations concernant un abus d'autorité et la non-divulgaration par un fonctionnaire d'intérêts extérieurs
	29 juin 2020	Rapport d'enquête sur une ingérence dans une enquête relative à des faits d'exploitation sexuelle et des atteintes sexuelles commis par un fonctionnaire
	29 juin 2020	Rapport d'enquête sur l'inconduite d'un fonctionnaire
CNUCED	31 mars 2020	Rapport d'enquête sur un conflit d'intérêts et l'utilisation abusive de ressources informatiques mettant en cause un fonctionnaire
PNUE	30 août 2019	Rapport d'enquête sur des activités menées à l'extérieur sans autorisation par un stagiaire
	31 décembre 2019	Rapport d'enquête sur des activités extérieures menées par un fonctionnaire
	31 mars 2020	Avis de clôture concernant la conduite prohibée d'un fonctionnaire
	31 mai 2020	Rapport d'enquête sur la conduite répréhensible d'un fonctionnaire
	29 juin 2020	Rapport d'enquête sur la conduite prohibée d'un fonctionnaire
ONU-Habitat	18 juin 2020	Rapport d'enquête sur des activités menées à l'extérieur sans autorisation par un fonctionnaire
	23 juin 2020	Rapport consultatif sur les mesures prises en réponse à des allégations de harcèlement dont ont été victime des membres du personnel
UNITAD	28 juin 2020	Rapport d'enquête sur la conduite prohibée d'un ancien consultant
BLT	23 avril 2020	Rapport d'enquête sur l'inconduite d'un fonctionnaire
ONUDC	19 novembre 2019	Avis de clôture concernant une allégation d'actes d'exploitation sexuelle commis par un fonctionnaire
	29 novembre 2019	Avis de clôture concernant une présomption d'inconduite au Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord
	25 juin 2020	Rapport d'enquête sur la conduite répréhensible d'un fonctionnaire

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Objet</i>
	29 juin 2020	Rapport d'enquête sur une fraude à l'assurance maladie par un fonctionnaire
ONUG	6 décembre 2019	Rapport d'enquête sur la conduite prohibée d'un fonctionnaire
ONUN	31 juillet 2019	Avis de clôture concernant une allégation de conduite répréhensible à laquelle se serait livré un membre du personnel
	14 février 2020	Rapport d'enquête sur une allégation concernant un fonctionnaire qui aurait contrevenu aux directives régissant les achats en franchise de droits
	26 février 2020	Rapport d'enquête sur une allégation concernant un fonctionnaire qui aurait contrevenu aux directives régissant les achats en franchise de droits
	9 avril 2020	Rapport d'enquête sur une allégation concernant des actes de harcèlement sexuel commis par un fonctionnaire
	18 juin 2020	Rapport d'enquête sur des activités menées à l'extérieur sans autorisation par un fonctionnaire
ONUV	29 novembre 2019	Rapport d'enquête sur la conduite prohibée d'un fonctionnaire
	31 mars 2020	Rapport d'enquête sur des actes de harcèlement sexuel et autres actes prohibés
Autres entités		
OACI	31 juillet 2019	Avis de clôture d'une affaire concernant la Trésorerie
	31 décembre 2019	Rapport d'enquête sur des actes de harcèlement sexuel commis par un fonctionnaire
	30 avril 2020	Rapport d'enquête sur des actes de harcèlement sexuel commis par un fonctionnaire
	16 juin 2020	Rapport d'enquête sur l'inconduite d'un fonctionnaire
	25 juin 2020	Rapport d'enquête sur une allégation concernant un fonctionnaire qui aurait contrevenu aux directives régissant les achats en franchise de droits
UNCCD	30 août 2019	Rapport d'enquête complémentaire sur un abus d'autorité commis par un fonctionnaire
	31 mars 2020	Avis de clôture concernant des opérations commerciales non autorisées auxquelles un membre du personnel se serait livré avec l'Organisation
PNUD	31 décembre 2019	Rapport d'enquête sur des actes de harcèlement sexuel commis par un fonctionnaire
CCNUCC	14 février 2020	Rapport d'enquête sur des activités menées à l'extérieur sans autorisation par un fonctionnaire
UNICEF	31 décembre 2019	Rapport d'enquête sur une présomption de représailles

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Objet</i>
UNRWA	18 octobre 2019	Rapport d'enquête sur la conduite répréhensible d'un fonctionnaire
	25 octobre 2019	Rapport d'enquête sur la conduite répréhensible d'un fonctionnaire
	14 novembre 2019	Rapport d'enquête sur la conduite répréhensible d'un fonctionnaire
	27 novembre 2019	Rapport d'enquête sur la conduite répréhensible d'un fonctionnaire
UNU	22 juin 2020	Avis de clôture concernant des allégations d'agression sexuelle commise par un fonctionnaire
ONU-Femmes	31 juillet 2019	Rapport d'enquête sur des actes de harcèlement sexuel commis par un fonctionnaire
	29 novembre 2019	Avis de clôture concernant une allégation de conduite répréhensible à laquelle se serait livré un consultant
	24 décembre 2019	Rapport consultatif sur la politique d'achat, la politique régissant les voyages et la participation de membres de la famille du personnel d'ONU-Femmes à des manifestations officielles
	24 décembre 2019	Rapport d'enquête sur des allégations de faute commise par un fonctionnaire
	24 décembre 2019	Rapport d'enquête sur des actes de harcèlement et abus d'autorité commis par un fonctionnaire
	31 décembre 2019	Rapport d'enquête sur l'inconduite d'un fonctionnaire
	18 juin 2020	Rapport d'enquête sur une allégation concernant la conduite répréhensible d'un Volontaire des Nations Unies
	25 juin 2020	Rapport d'enquête sur une allégation concernant la conduite répréhensible d'un Volontaire des Nations Unies
UNJSPF		
UNJSPF	30 avril 2020	Avis de clôture concernant une présomption de conduite prohibée de la part de fonctionnaires

D. Rapports établis par la Division de l'inspection et de l'évaluation

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Objet</i>
Secrétariat		
DESA	10 juin 2020	Évaluation du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU (IED-19-015)

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Objet</i>
OHRLLS, EOSG	9 mars 2020	Évaluation du Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (IED-20-003)
OSAA, CEA, DCG	25 mars 2020	Évaluation de l'appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) par l'intermédiaire du programme 9 du Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique, de la CEA et du Département de la communication globale (IED-19-018)
Secrétariat	11 juin 2020	Synthèse de l'évaluation de la culture institutionnelle (IED-20-004)
ONUSDC	4 mai 2020	Évaluation de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (IED-19-016)
Autres entités		
ONU-Femmes	28 mai 2020	Inspection des services d'évaluation de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (IED-19-012)